



CLUB DES CHEFS PARAS AU FEU

MEMBRE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS PARACHUTISTES

BULLETIN N°131 • OCTOBRE 2021



RÉUNION DE LA SAINT MICHEL : VENDREDI 29 OCTOBRE 2021

11H CHAPELLE DE JÉSUS ENFANT, 29 RUE LAS CASES 75007, PARIS

12H15 DÉJEUNER À L'HÔTEL DE SALM, GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR
À L'INVITATION DU GÉNÉRAL D'ARMÉE PUGA, GRAND CHANCELIER, MEMBRE DU CLUB
PRÉVOIR « PASS SANITAIRE » OU TEST NÉGATIF DE MOINS DE 72H OU CERTIFICAT DE VACCINATION
BULLETIN D'INSCRIPTION À RETOURNER D'URGENCE

ADRESSE MAIL DU CLUB : club.cspf@gmail.com

Président : Jacques Hogard c/o EPEE - 9 rue Beaujon - 75008 Paris. Tel 01 58 05 25 00. E-mail : jacques.hogard@epee.fr

Secrétaire Général : Pierre Camarda : 06 11 25 82 13. MAIL: club.cspf@gmail.com

Secrétaire Général honoraire : Bernard Gruet : 06 12 71 56 18 - bernard.gruet1@orange.fr

Rédacteur du Bulletin : Rémy Camous : 06 48 77 83 61 - remycamous@gmail.com

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	p. 3
IN MEMORIAM	p. 4
❖ Jean LUCIANI	p. 4
❖ François FRYDRYCH	p. 8
❖ Père Jean VAMPOUILLE	p. 9
❖ Bernard JEAN	p.10
ACTUALITÉ	p.11
❖ AFGHANISTAN	p.11
SUR LA TRACE DES ANCIENS	
❖ Le général Robert CAILLAUD	p.14
HISTOIRE	
❖ Il y a 60 ans, BIZERTE	p.16
BULLETIN D'INSCRIPTION SAINT MICHEL 2021	p. 30



Nous recherchons toujours parmi les Parisiens ou Franciliens un volontaire pour exercer les fonctions de **trésorier**, reprises jusqu'à présent par Bernard Gruet, qu'il convient maintenant de décharger de cette tâche ! Merci de vous signaler à Pierre Camarda ou moi-même.

Jacques HOGARD



ÉDITORIAL

Chers Anciens, chers Camarades, chers Amis,

Après une longue interruption due à cet infernal virus chinois et aux pénibles contraintes sanitaires qu'il a provoquées, la reprise de nos rendez-vous habituels, au mois de juin, à Paris et Toulouse, a été la bienvenue.

À présent, c'est la plus symbolique et la plus importante de nos réunions annuelles qui se profile dans un proche avenir. Après en avoir été privés l'an dernier, nous nous retrouverons, très nombreux je l'espère, le **vendredi 29 octobre**, à Sainte Clotilde d'abord pour la messe, puis à la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur pour y fêter Saint Michel, patron des Parachutistes mais aussi, ne l'oublions pas, protecteur de la France, ainsi qu'il s'était lui-même présenté en 1426 à Domrémy à la future sainte Jeanne d'Arc !

En cette époque troublée où l'on semble assister impuissants au délitement des valeurs traditionnelles, à l'ensauvagement d'une société fracturée, à la remise en cause de notre culture, de notre Histoire et des fondements mêmes de la patrie, et où les grands équilibres internationaux sont plus fragiles que jamais, notre Club est comme l'aurait dit Jean Raspail, un de ces « isolats » qui ne sont autres en définitive que les « bases opérationnelles avancées » de la future renaissance de la France. Notre unité au-delà de nos différences de générations, vient de notre idéal commun et de nos valeurs partagées, de nos authentiques liens d'amitié et de camaraderie fondés sur l'estime réciproque et ce fort sentiment partagé d'appartenance à une cohorte exceptionnelle que nos quatre « pères fondateurs » avaient eu l'intuition de réunir ainsi.

C'est pourquoi je suis confiant dans l'avenir du Club et l'adhésion progressive des plus jeunes générations qui nous suivent et qui ne manquent pas de beaux Soldats faisant honneur aux Parachutistes.

More Majorum !

Sachons donc parmi eux attirer et accueillir ceux des derniers engagements de la France, ceux d'Afghanistan, ceux de Côte d'Ivoire, ceux du Levant et du Sahel qui ont connu les joies et les exigences du commandement à la tête de leurs Paras en opération. Cette ouverture vis-à-vis de nos plus jeunes camarades doit être l'œuvre de chacun, pour la pérennité de ce Club à nul autre pareil.

En souhaitant vous retrouver nombreux le 29 octobre pour notre Saint Michel, je vous adresse mes pensées très fidèles et chaleureuses.

Et par Saint Michel, vive les Paras !



Jacques Hogard, 18 septembre 2021

IN MEMORIAM

COLONEL JEAN LUCIANI

Éloge funèbre prononcé par le Contrôleur général des armées Philippe de Maleissye,
président de l'ANAPI



Mon colonel, mon cher Jean,

S'il faut résumer en quelques mots votre vie de soldat, 3 exclamations viennent aussitôt à l'esprit :

- Quel parcours !
- Quel exemple !
- Que d'exploits !

Qu'on en juge !

Vous êtes né en 1926, d'une famille de militaires. C'est donc tout naturellement que vous suivez l'exemple familial et embrassez la carrière des Armes. A 14 ans, en 1940, alors que les Allemands rentrent dans Lyon, vous êtes aux côtés de votre père qui, avec beaucoup d'astuces, fait évader un prisonnier corse. A 17 ans, avec l'accord parental, vous rejoignez le maquis et de là, un régiment des forces françaises de l'intérieur. Peu après, vous vous présentez au concours pour devenir officier, que vous réussissez en 1945. Très tôt, vous vous définissez comme « Français de corps, d'esprit et de cœur mais Corse de sang ».

Après une année à Coëtquidan, vous choisissez l'infanterie. Cependant, la Légion étrangère où vous souhaitez ardemment servir vous est fermée car vous êtes, vous dit-on, trop jeune. Vous êtes donc affecté au 4ème régiment de tirailleurs algériens durant près de 2 ans avant de rejoindre, enfin, la grande famille des képis blancs, en 1948.

Mais à Sidi Bel Abbès, nouvelle déconvenue : le colonel Gauthier vous refuse l'affectation dans l'un des deux bataillons étrangers de parachutistes que vous demandez car, dit-il :

- *On n'y envoie que des officiers ayant déjà une bonne expérience de la Légion étrangère.* Vous rejoignez donc le 2ème régiment étranger d'infanterie et embarquez pour l'Indochine le 31 décembre 1948. À votre arrivée, vous voilà chef de poste puis en unité d'intervention dans la région de Tourane. Dans ces missions inconnues et difficiles, qui réclament courage, sang-froid, ténacité, vous brillez et obtenez vos premières citations.

En 1951, vous achevez ce premier séjour et retrouvez Sidi Bel Abbès où vous êtes responsable de la formation des gradés de la Légion étrangère. Mission bien différente de celles que vous avez déjà remplies et qui exigent exemplarité, sens pédagogique, jugement. Vous y excellez tout autant et c'est sans doute la raison pour laquelle on vous refuse l'affectation au bataillon de Corée que vous sollicitez. Les chefs que vous servez ne veulent pas se séparer de vous mais vous reconnaissent pour ce que vous êtes : un intrépide meneur d'hommes, un chef exemplaire, un magnifique officier. Vous obtenez, après deux ans d'éminents services, votre mutation au 1er bataillon étranger de parachutistes que vous rejoignez en mars 1953.

Cette unité d'assaut, prestigieuse et incomparable, multiplie les opérations au Laos puis au Tonkin. Elle est de tous les combats, surtout les plus durs et, une fois de plus, vous y excellez. Naît aussi, entre vous et l'extraordinaire soldat qu'est le capitaine Cabiro, une profonde amitié. Car Cabiro, « Le Cab » comme on le surnomme dans toute l'Indochine, a reconnu en vous le guerrier, le seigneur, l'indomptable. Il a aussi repéré l'homme de cœur, le fidèle, le serviteur. Il a détecté en vous les qualités qui ont déjà marqué et marqueront encore, jusqu'à votre dernier souffle, votre existence.

En novembre, c'est l'opération « Castor », le saut opérationnel du bataillon, suivi de la prise de la vallée de Dien Bien Phu. Les missions de reconnaissance ou de nettoyage se succèdent sans relâche. Les

accrochages se multiplient. Le 1er BEP est de tous les coups durs. Vous vous y illustrez comme adjoint du commandant de bataillon, de même que « Le Cab », le lieutenant Martin dit « Loulou » ou le lieutenant Brandon. En janvier, au cours de l'un d'eux, vous êtes blessé. C'était inévitable puisque, comme toujours, vous étiez en tête, affichant un invraisemblable mépris du danger, galvanisant vos légionnaires, défiant l'ennemi. Après 15 jours de soins à l'hôpital Lanessan d'Hanoï, vous êtes impatient de retrouver vos camarades du 1er BEP. Les médecins ne sont pas de cet avis mais autorisent malgré tout, votre sortie.

La vérité est celle-ci : « On ne refuse rien à des hommes comme vous », pour reprendre la réponse fameuse du chef mexicain aux trois derniers défenseurs de l'hacienda de Camerone qui demandent à conserver leurs armes et exigent le soin de leurs blessés.

Vous voilà de retour à Dien Bien Phu, au 1er BEP. Une belle surprise vous y attend : le commandement de la 1ère compagnie. Vous en prenez la tête une semaine avant la grande attaque des Viets du 13 mars 1954. Les bombardements se multiplient. Vous n'en avez cure et entretenez le moral de vos légionnaires en étant proche de chacun d'eux, en communiquant votre inébranlable confiance, en manifestant votre attachement à tous. Mais vous trépignez car on ne vous engage pas en contre-attaque. Pas encore...

Le 30 mars, c'est la seconde grande attaque des Viets. Cette fois vous êtes en première ligne, en renfort du bataillon de tirailleurs marocains qui tient l'un des points d'appui, la colline Eliane 2. La situation est grave. Nombre de tirailleurs, démoralisés, refusent de se battre et tentent de fuir. Vous les en empêchez, aidé de vos légionnaires. « *Courage les tirailleurs ! La Légion est avec vous !* » leur criez-vous. Les Marocains reprennent espoir et ceux qui ne sont pas parvenus à fuir engagent vaillamment le combat aux côtés de vos légionnaires-parachutistes, à un contre huit. Vous êtes partout durant cette terrible nuit du 30 mars 1954 ! Vous vous exposez, vous galvanisez les hommes, vous faites le feu à leurs côtés, vous vivez ce qu'ils vivent, vous êtes comme eux.

Cette nuit-là, Eliane 2, c'est Verdun ! Un déluge de feu, une pluie d'obus, des rafales incessantes, des explosions, des tirs ininterrompus, un air irrespirable marquent ce combat d'une intensité inouïe.

Le lendemain, les combats se poursuivent. En fin de nuit, l'inévitable se produit : vous êtes grièvement blessé. Il faut vous évacuer contre votre gré. Votre ami, le médecin-lieutenant Jean-Louis Rondy, le toubib du 1er BEP effectue les premiers soins au pieds d'Eliane 2. À l'aube, les Viets reculent. Tous les points d'appui sont tombés sauf le vôtre. Votre folle intrépidité, votre énergie indomptable, votre incroyable force d'âme ont dominé une bataille qui paraissait perdue d'avance, qui était perdue d'avance. Cette nuit-là, comme si souvent dans le passé et par la suite, vous fûtes Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche.

Cette nuit-là, deux lieutenants ont sauvé Dien Bien Phu. Vous êtes l'un d'eux. Cette nuit-là, vous et Eliane 2 êtes entrés dans l'histoire.

Le 16 avril, avec les meilleurs des officiers et des sous-officiers de la vallée, avec Martin, dit « Loulou », une autre grande figure du BEP qui était l'un de vos grands amis, avec Brandon, Botella, Tourret et quelques autres, vous êtes promu au grade supérieur. Capitaine « au feu », une promotion rarissime. Votre blessure est grave. Elle vous éloigne un temps de votre chère compagnie. Vous la retrouvez quelques jours avant l'assaut décisif, fin avril 1954. Avec le lieutenant de Stabenrath dit « Le Stab », encore un héros et un ami, vous la commandez dans un ultime combat héroïque où vous êtes grièvement blessé. Dans votre état, impossible d'échapper aux Viets. Vous êtes fait prisonnier tandis que le Stab, juste à côté de vous, agonise.

S'ensuit la marche interminable vers les camps de la mort du Vietminh. Une épreuve effroyable où périssent nombre de camarades, de soldats inconnus, de blessés. Votre calvaire se poursuit au camp numéro un où, sous-alimenté, sans aucun soin, épuisé, vous subissez le révoltant « lavage de cerveau » quotidien pratiqué par vos bourreaux. La torture morale s'ajoute à la torture physique. Les trois-quarts des captifs ne reviendront pas...

Mais vous êtes un roc. Vous survivez et êtes libéré, parmi les derniers, début septembre 1954. Vos exploits sont connus. Ils vous valent la Légion d'honneur à 28 ans. Ils justifient que l'on vous affecte comme aide de camp du général Blanc, le chef d'état-major de l'armée de terre. Une affectation de grande confiance où l'homme de guerre que vous êtes excelle comme sur le champ de bataille alors même que ce nouveau métier est, pour ainsi dire, aux antipodes de celui que vous exercez depuis tant d'années. C'est à regret que le général Blanc accède à votre souhait de servir en Algérie. Mais il vous impose une voie nouvelle en ces termes :

– *« Vous voulez servir en Algérie ? Très bien, je vous y envoie. Mais je ne vous affecte pas chez les légionnaires-parachutistes. Vous irez dans une unité des opérations spéciales. Rien n'est plus précieux que les opérations spéciales. Les opérations spéciales, c'est l'avenir ! C'est la voie que doivent suivre les meilleurs et vous en êtes ».*

Alors commence une nouvelle aventure, celle des opérations spéciales, celle des missions délicates, celle qui demande beaucoup d'intelligence et dans laquelle, qui peut en être surpris, vous excellez. Dans cette guerre compliquée, difficile, imprévisible, vous êtes digne de tous les éloges, ce qu'attestent les nouvelles citations qui viennent orner votre poitrine et, bientôt, le grade d'officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur. Respectant avec toute la rigueur qui vous caractérisait, le caractère confidentiel des opérations spéciales que vous avez conduites ou auxquelles vous avez participé au sein du 11ème Choc, vous ne vous êtes jamais prononcé sur ce sujet. Il ne sera donc pas possible, ici, de rappeler vos faits d'arme, vos succès, vos exploits. Suivront, après la fin de cette « guerre cruelle », des affectations diverses, plus calmes que les précédentes, où, avec un dévouement admirable, une conscience professionnelle à toute épreuve, une disponibilité de tous les instants, vous remplissez les missions diverses et variées, rarement passionnantes pour un homme

comme vous, qui vous sont confiées.

Vous demeurez, à cette époque, comme depuis plusieurs années déjà, très proche de vos camarades qui ont participé à la révolte d'avril 1961 et ont été emprisonnés ou de ceux qui, dégoûtés par la fin de l'Algérie française, sont partis tenter leur chance sous d'autres cieux. Ils ont pour nom, entre autres, Cabiro, Bonelli, Martin, Faulques, des noms qui appartiennent à l'histoire. Ce sont aussi des sous-officiers et de simples légionnaires que vous assistez afin qu'ils se réinsèrent dans un monde qu'ils ne reconnaissent pas : celui du temps de paix, celui de la mort de l'Empire, celui de la fin des grandes aventures humaines et guerrières...

Pour tous et surtout pour « les plus petits », selon votre expression favorite, vous êtes là... Vous avez aussi connu le monde de l'entreprise, de celle que vous avez fondée après avoir quitté l'armée, au milieu des années 70. Encore une nouvelle vie dans un univers inconnu, où vous avez excellé. Une nouvelle vie qui ne sera pas retracée ici, dans le cadre de l'éloge militaire qui vous est dû. Une nouvelle vie où il y aurait pourtant tant à dire, où vos innombrables et magnifiques qualités de cœur, d'énergie, d'intelligence ont fait merveille.

La sanction de votre parcours de soldat, de votre exemplarité, de vos exploits ? Elle tient en quelques mots : 10 citations dont la plupart à l'ordre de l'armée et la Grand-Croix de la Légion d'honneur, la plus belle et la plus haute des distinctions qui peut être attribuée à un homme, à un soldat.

Vous nous laissez, mon colonel, cher Jean, un testament d'Honneur et de Fidélité. Je conclurai avec ces vers de Charles Péguy qui semblent avoir été écrits pour vous et les chevaliers Bayard de toutes les guerres :

*« Mère, voici vos fils, qui se sont tant battus !
Qu'ils ne soient pas jugés sur leur seule misère !
Que Dieu mette avec eux un peu de cette terre
Qui les a tant perdus et qu'ils ont tant aimée ! »*

Au revoir, mon colonel.

Au revoir Jean, notre ancien, notre exemple, notre frère.



François FYDRYCH



Un chic type ! Patriote, aventurier, cabossé par l'Histoire, enthousiaste, meurtri, fidèle en amitié...

Rebelle dès sa naissance en Moselle annexée, il n'a pas 15 ans quand il est emprisonné par les Allemands. Il s'évade en juillet 1944, rejoint le maquis (Jura), participe à la libération de Dôle. Engagé volontaire, (9^{ème} DIC), il se bat en Allemagne. Deux fois cité. Ses états de service signalent notamment, au 27 janvier 1945, « *assaut baïonnette et prise d'une mitrailleuse* »...

1945 il est volontaire pour l'Indochine. 1^{er} escadron du 1^{er} REC. En septembre 1946, il rejoint la demi-brigade SAS cantonnée à Gia Dinh. Il racontait avec émotion son saut d'opération de la Plaine des Joncs. Deux fois blessé. Il cumule les citations. Mais la carcasse ne suit plus ! Il doit renoncer à la bagarre permanente.

Médaille militaire. Chevalier LH, puis Officier...mais réformé définitif. Respecté par ses pairs, il avait côtoyé beaucoup de grands anciens, sans pouvoir cheminer avec eux comme il l'aurait tant voulu. Il était fier de rejoindre notre Club, respecté et admiré par le Maréchal, par de nombreux « anciens d'Indo » et choyé par ses camarades dijonnais comme Thiébaud, Terrasse et bien d'autres. Fidèle et chaleureux, il communiquait avec nous jusqu'à la veille de sa mort.

Nous avons gardé la trace des espoirs déçus : François espérait, jusqu'à la fin, que seraient reconnus ses mérites sous la forme de « la cravate » de commandeur. Il est parti sans sa cravate. Mais sa trace reste fortement marquée dans nos cœurs.

NB. *François Fydrych a rédigé ses souvenirs dans un opuscule original et intéressant intitulé « Péripéties et rencontres d'un Mosellan entre 1940 et 1952. France, Allemagne, Indochine », fait à compte d'auteur en 2012, mis en pages par Perles d'Histoire. Nous n'en avons qu'un seul spécimen.*



ADIEU AU PÈRE JEAN VAMPOUILLE



Cet ancien, emblématique de notre Club, a connu un parcours particulier. Très jeune, mineur de fond, dispensé de Service Militaire, il s'était engagé dans les TAP en Indochine et avait combattu deux ans. Décoré de la TOE, sous les ordres du Lt Oudinot, il avait gardé pour celui-ci une profonde vénération. Notre « Maréchal », de son côté, avait pour lui une très grande estime. Il aurait voulu le voir « rempiler », mais le caporal Vampouille prit alors la décision d'entrer dans les ordres, futur prêtre-ouvrier à la Mission de France.

Il disait alors : « Cette campagne me fut salutaire en un sens. Ma vocation a évolué dans un cadre de lutte, de souffrance avec le contact d'hommes qui, s'ils n'étaient pas contre Dieu, l'ignoraient cependant ». Il exerça plusieurs rudes métiers, notamment marchand de charbon et ouvrier du bâtiment. En retraite, en 1990, il resta longtemps très engagé dans plusieurs œuvres telles que l'Association des Sans-Logis de Haute-Marne ou la Banque Alimentaire Champagne-Meuse.

Il a beaucoup souffert, particulièrement au cours des derniers mois de sa vie. Le COVID l'acheva et ses obsèques durent être célébrées dans des conditions sanitaires extrêmes, le 21 avril par son évêque et ses compagnons de la Mission de France. En présence de son frère Victor, quelques Anciens Combattants locaux ont pu s'associer à un modeste hommage.

Le Père Jean avait plusieurs fois « opéré » comme aumônier de notre Club en célébrant notre patron « Saint Michel » pour et avec nous. Très combatif il défendait avec vigueur nos sacro-saintes « Valeurs », comme le fait depuis notre P. Richard Kalka, dans un style différent.

Témoin de ta grande humanité et de ton esprit à la fois combatif et évangélique,
À DIEU cher Père Jean.

Bernard Gruet



Adieu au lieutenant-colonel Bernard JEAN



Nous apprenons le décès du lieutenant-colonel Bernard JEAN, survenu à la veille de son admission à notre club. Sapeur d'origine, au 17^{ème} RGAP de 1965 à 1968, il rejoint le 13^{ème} RDP à Dieuze avec le grade de sergent-chef en 1969. Chef d'équipe de recherche, il quitte le régiment en 1973 avec le grade de sous-lieutenant. De 1974 à 1978, il est chef du GCP du 17^{ème} RGP, avant de servir au Liban comme chef de section Génie du Régiment Français de l'ONU. Il est ensuite instructeur à l'ETAP (1978-1981), avant de rejoindre l'Armée de l'Air. Il y sert dans les commandos de l'Air jusqu'en 1994. Il est ensuite envoyé au Cambodge dans le cadre d'une mission de coopération pour créer une école de commandos. Revenu en France en 1995, il quitte le service actif en 1998.

Chuteur opérationnel, moniteur et instructeur, il a effectué des séjours à l'étranger et OPEX nombreux (Gabon, Côte d'Ivoire, République Centrafricaine, Tchad, Djibouti, Sénégal, Cambodge, Liban, Israël, Arabie Saoudite, Grande-Bretagne et Allemagne.)

Officier de la Légion d'Honneur, Commandeur de l'ordre du Mérite, il était titulaire de la Croix de la Valeur militaire avec deux citations.



ACTUALITÉ

AFGHANISTAN : LES CONSÉQUENCES DU GRAND FIASCO DE L'OCCIDENT

Par **FRÉDÉRIC PONS**

Avec l'aimable autorisation d'Aleteia



La victoire totale des islamistes talibans en Afghanistan, le 15 août, et le grand fiasco de l'Occident ne sont pas une surprise. Tout était prévisible depuis la première annonce du retrait progressif des forces occidentales, notamment américaines, en 2011. C'était une question de temps. Ce succès était même annoncé, beaucoup plus clairement, par l'accord signé à Doha (Qatar), le 29 février 2020, entre la direction des talibans et les États-Unis.

En préparation depuis 2018, cet accord était passé presque inaperçu en France. Il enclenchait un double processus : le retrait, en quatorze mois, des 13 000 derniers soldats occidentaux (américains et Otan) et, de façon simultanée, la réinsertion des talibans dans le jeu politique. Washington avait obtenu d'eux la promesse d'une relative modération et de ne plus laisser utiliser le territoire afghan contre la sécurité des États-Unis et de leurs alliés. Du côté américain, on se félicitait d'un « accord visant à apporter la paix en Afghanistan » et de l'engagement de la communauté internationale à « *ne pas accepter la restauration de l'Émirat islamique d'Afghanistan* ». Du côté taliban, on applaudissait « *la fin de l'occupation* », avec la vague promesse de respecter « *les droits acquis depuis 2001* »....

Qui pouvait croire à la soudaine modération des talibans, si habiles dans leur communication ? Dans les zones reconquises par eux ces dernières années, ils ont déjà procédé à une sévère épuration, au nom de la *charia*, cette loi islamique empreinte de barbarie qu'ils vont maintenant pouvoir de nouveau étendre à tout le pays. Le même sort attend Kaboul et ses environs. Il n'y avait que les présidents Biden et Macron, avec leurs ministres Blinken et Le Drian, à croire à la possibilité d'un

« *gouvernement inclusif et représentatif qui réponde aux aspirations de la population.* »
Quelle naïveté ! Ou plutôt quel cynisme pour justifier l'abandon et tempérer la défaite !

Pressés de partir, les Américains ont en réalité lâché depuis deux ans l'administration pro-occidentale qu'ils avaient mise en place et livré, de fait, l'Afghanistan à leurs ennemis. C'est ce qu'ils avaient exactement déjà fait entre 1973 et 1975 à Saïgon, en abandonnant le Sud-Vietnam à la dictature communiste. Aux mêmes causes les mêmes effets ! Les incroyables scènes de chaos observées à Kaboul ont étrangement rappelé l'évacuation américaine catastrophique de Saïgon, en avril 1975.

L'accord ambitieux de 2020 n'a pas tenu très longtemps devant ce pays sans véritable État central depuis la chute de la monarchie, en 1973, ni résisté à la réalité des fortes pressions ethniques et claniques. Profondément corrompu et incapable de susciter le moindre élan national, le pouvoir afghan a été très vite dépassé, puis asphyxié par la lente et puissante poussée des talibans. Par crainte des représailles futures, par solidarité tribale ou par pur opportunisme politique et religieux, l'administration en place et les forces de sécurité ont progressivement abandonné tout esprit de résistance. Le délitement s'est accéléré au début de l'été. Mais, dès février 2020, après l'accord de Doha, les jours du président Ashraf Ghani et de son équipe étaient comptés. Ils auront passé leurs derniers mois de pouvoir à préparer leur fuite et celle de leurs familles. Les militaires et les policiers afghans le savaient. Allaient-ils se battre pour du vent ?

L'offensive des talibans a été remarquablement exécutée. Si leurs combattants sont encore des « éleveurs de chèvres » en sandales de cuir, comme l'ont écrit avec mépris des « experts » à courte vue, leurs chefs sont de remarquables tacticiens, experts en guerre insurrectionnelle et en communication, connectés au monde. La plupart guerroyaient déjà en 2001. Surtout, ils bénéficient depuis plus de trente ans de l'appui politique, militaire et financier constant de leurs deux parrains : le Pakistan et le Qatar. En dépit de leurs relations privilégiées avec les États-Unis, ces deux pays n'ont cessé de jouer un double jeu, en apparence amis, en réalité résolument hostiles aux intérêts américains. L'implication directe de l'ISI, les puissants services secrets pakistanais, aux côtés des combattants talibans, et l'important financement qatari de la machine de guerre des talibans n'étaient un mystère pour personne.

Après Barack Obama et Donald Trump, Joe Biden a poursuivi la même politique inconséquente qui a conduit à l'abandon sans gloire de l'Afghanistan entre les mains des talibans, après 19 ans d'engagement direct (depuis les attentats du 11 septembre 2001). Ces mêmes talibans – baptisés alors « *freedom fighters* » - avaient été armés et lancés contre les Soviétiques, entre 1979 et 1989, par leurs prédécesseurs (Jimmy Carter, Ronald Reagan), avant de se retourner contre l'Amérique et d'aider Al Qaïda et Oussama ben Laden. Les explications embarrassées de Biden et de son équipe ont ajouté la honte au ridicule.

À la fois naïfs et cyniques, les responsables occidentaux n'ont jamais su définir une véritable stratégie politique dans ce pays. Ils ont contribué à leurrer leurs opinions publiques sur la réalité de cette guerre, sans doute perdue d'avance, et attisée dans leur dos par des « alliés » sur lesquels on ne pouvait pas compter. L'engagement courageux de dizaines de milliers de soldats occidentaux pendant presque vingt ans n'aura fait que retarder l'échéance de ce 15 août et entretenu

l'illusion de pouvoir exporter la démocratie et les droits de l'homme auprès de peuples qui n'en veulent pas vraiment. Le prix payé pour venir en aide à ce « royaume de l'insolence » est lourd : près de 2 000 milliards de dollars dépensés en vain, et près de 3 500 soldats occidentaux tués (2 356 Américains, 453 Britanniques, 158 Canadiens, 90 Français).

L'Histoire retiendra sans doute que ce 15 août 2021 marque un revers stratégique majeur de l'Occident au XXI^e siècle, notamment pour l'Amérique, une nouvelle fois humiliée sous l'œil impavide et certainement satisfait de son grand rival, la Chine. Nul doute aussi que cette séquence malheureuse va encourager toutes les forces hostiles qui veulent porter des coups à l'Occident, à commencer par les réseaux islamistes radicaux. Collée pendant près de vingt ans à la stratégie américaine dans cette région, l'Europe – la France au premier plan - est directement associée au bilan de cette guerre perdue. Ni l'Europe, ni la France ne seront épargnées. Elles paieront même le prix fort, la première. Avant le terrorisme islamiste revigoré par ce fiasco, elles devront affronter un énorme problème de réfugiés et de migrants clandestins.

ALETEIA / 20/08/2021

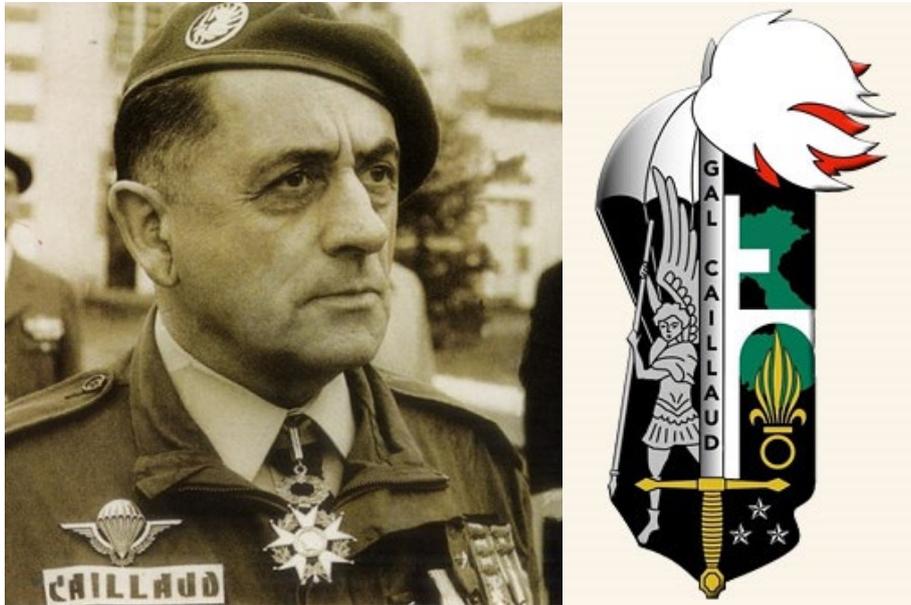
<https://fr.aleteia.org/2021/08/22/afghanistan-les-consequences-du-grand-fiasco-de-l'occident/>



SUR LA TRACE DES ANCIENS

GÉNÉRAL ROBERT CAILLAUD

Parrain de la 207^{ème} promotion de l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr Coëtquidan



L'un des tout premiers membres du club vient d'être choisi pour être le parrain de la 207^{ème} promotion de l'École Spéciale Militaire, lors du Triomphe de l'Académie militaire de Saint Cyr-Coëtquidan, ainsi qu'elle se nomme maintenant.

Né en 1921, Robert Caillaud choisit la carrière des Armes. Saint-Cyrien de la promotion Charles de Foucauld, jeune sous-lieutenant, il rejoint très vite la Résistance, dans sa région d'origine, l'Auvergne. Exemple pour les plus jeunes, il en incitera de nombreux à rejoindre le maquis par son charisme et son sens de l'engagement. Arrêté par la Gestapo, il réussit à leur fausser compagnie et à rejoindre l'Armée secrète. Il s'illustre dans les combats de la Libération, notamment aux combats du pont de Decize qui aboutissent à la reddition de la colonne Elster. Il rejoint ensuite la 1^{ère} Armée du général de Lattre, la division Auvergne y étant intégrée et participe alors aux campagnes d'Alsace et d'Allemagne, au cours desquelles il fait preuve d'inventivité, démontrant notamment une dilection pour les solutions originales, ce qui restera sa « marque de fabrique » au long de sa carrière militaire.

Promu lieutenant à la fin de la guerre, titulaire de trois citations sur sa croix de guerre, il rejoint alors la Légion étrangère. Après un bref passage à la maison mère, à Sidi bel Abbès, il est affecté au 2^{ème} REI et débarque à Saïgon. Il va alors se distinguer par ses capacités militaires et son aptitude à trouver des solutions originales, notamment en créant un peloton à cheval. Quatre citations à sa TOE, chevalier de la Légion d'Honneur à 27 ans, il revient à Sétif, en Algérie pour former la 1^{ère} compagnie du 2^{ème} BEP.

L'année suivante, en janvier 1949, il embarque avec son unité à Mers el Kébir à bord du *Maréchal Joffre*. Le bataillon débarque à Saïgon un mois plus tard. De février 1949 à septembre 1950, à l'exception des deux premiers mois de 1950 où il opère groupé en Centre-Annam, le Bataillon est engagé par compagnies isolées au

Cambodge, en Cochinchine, ainsi que sur les plateaux, dans les Bas et Moyen-Laos. Au mois de Juin 1949, la 1^{ère} compagnie du lieutenant Caillaud exécute deux OAP avant de sauter le 30 juin au nord du cap Saint Jacques. En novembre 1949, le 2^{ème} BEP quitte le Cambodge et il est regroupé à Saïgon pour passer en réserve générale, à disposition du général Carpentier, commandant le CEFEO. Engagé dans le sud, le Bataillon parcourt l'Annam sans discontinuer. En décembre 1949, la compagnie Caillaud est larguée à proximité de Hieu Tu. Malgré la supériorité numérique de l'ennemi, la compagnie Caillaud inflige des pertes importantes au Viet Minh qui n'est plus en mesure de s'emparer de Tra Vinh.

Lors de ce second séjour en Indochine, le capitaine Caillaud est blessé à deux reprises. En 1954, et après avoir été chargé de l'instruction du 3^{ème} BEP, il retrouve l'Extrême-Orient. Il se porte alors volontaire pour faire partie de l'état-major du groupement aéroporté du colonel Langlais à Dien Bien Phu. Au côté du commandant Bigeard, il organise les contre-attaques. La suite est connue : la camp retranché français finit par tomber. Commence alors une longue période de captivité dans les camps Vietminh. « *Sa conduite en captivité au camp n° 1 sera exemplaire, marquée par son soutien aux plus faibles et son refus de toute compromission avec l'adversaire* » (JP Simon, *le général Robert Caillaud, soldat de l'insolite*, Bernard Giovanangeli, éditeur).

Libéré des camps Viet en septembre 1954, il est affecté au 2^{ème} REP à son retour. Chef d'état-major, puis adjoint du régiment en 1958, il participe aux opérations du régiment et gagne trois citations dont deux palmes. Affecté en 1959 à l'état-major des TAP, il est officier de liaison, instructeur de l'École des TAP allemandes à Schongau, de 1961 à 1963. Lieutenant-colonel, il prend le commandement du 2^{ème} REP installé à Bou Sfer et chargé d'assurer la sécurité de la base de Mers el Kébir. Il marque son passage fortement avec ce que l'on appellera la « révolution Caillaud », dans laquelle il est l'instigateur de la spécialisation des sections.

Nommé à la tête de l'ETAP en 1972, il est le père des Chuteurs opérationnels, ce brevet étant créé sous son commandement. Il passe lui-même ce brevet à 52 ans et devient ainsi le « doyen des Grandes Étoiles ».

Général en 1975, il commande la 1^{ère} Brigade parachutiste. Il termine sa carrière comme adjoint opérationnel à la 11^e DP en 1978.

Grand-Officier de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix de Guerre 1939-1945 avec trois citations, de la Croix de Guerre des TOE avec huit citations dont trois à l'ordre de l'armée, de la Croix de la Valeur militaire avec trois citations dont deux à l'ordre de l'armée. Patron de l'Entraide Parachutiste pendant quelques années. Il consacre une partie de sa retraite à s'occuper des cas souvent douloureux d'anciens parachutistes vietnamiens ayant servi dans les rangs du 1^{er} BEP, du 2^{ème} BEP et de la CMLE. Au terme de longues et difficiles démarches, il réussit à ramener quarante-deux familles en France, dont l'intégration est un modèle de réussite. Il aura l'insigne honneur de porter la main du capitaine Danjou, pour Camerone le 30 avril 1995, à Aubagne, peu de temps avant sa mort.



HISTOIRE

IL Y A 60 ANS, BIZERTE.

L'OPÉRATION ET SON CONTEXTE

Du petit comptoir d'A'Kra fondé par les Phéniciens sept siècles avant notre ère à la colonie romaine plus tard conquise par les Arabes qui la rebaptisent Ben-Zert – « l'enfant du canal » -, Bizerte, située à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Tunis, demeure longtemps un modeste port de pêche de médiocre intérêt pour les navires de haute mer qui ne peuvent y pénétrer. En effet, la petite ville orientale endormie, surnommée alors « la Venise d'Afrique » avec ses canaux et ses petits ponts évoquant le Rialto, bénéficie dans sa partie sud d'un lac intérieur d'une douzaine de kilomètres de diamètre pour une profondeur moyenne d'une dizaine de mètres qui se déverse dans la mer par un étroit chenal dont l'extrémité nord est barrée par un isthme de sable. L'ensemble est entouré de collines plantées d'oliviers et de blocs rocheux qui dérobent le lac aux vues du large et l'abritent des vents violents qui balaient régulièrement la rade et obligent les rares navires de commerce à mouiller au large.

LE « TOULON AFRICAIN » : BIZERTE, POINT D'APPUI DE LA FLOTTE ET ARSENAL MARITIME

Pour autant, les exceptionnelles potentialités géographiques du lieu s'imposent comme une évidence pour la Marine française qui voit tout l'intérêt stratégique qu'elle pourrait tirer de cette position après l'instauration du protectorat sur la Tunisie en 1881 (traité du Bardo). En effet, située au carrefour occidental de la Méditerranée, à l'entrée du détroit de Sicile, Bizerte occupe un emplacement privilégié, à la jonction des bassins occidental et oriental de la Méditerranée, faisant d'elle un véritable verrou stratégique permettant de contrôler le trafic maritime de Gibraltar au Proche-Orient. La décision de lancer de grands travaux d'aménagement, à partir de 1882 (aménagement du lac), s'inscrit dans la rivalité coloniale franco-britannique alors que la Royal Navy voit contestée sa prééminence en Méditerranée qui repose sur les positions de Gibraltar et de Malte. La mise en place d'un réseau de points d'appui à la disposition des flottes militaires comme de commerce, contraintes de s'approvisionner en charbon, est ainsi devenue un enjeu stratégique majeur pour assurer l'indépendance et la crédibilité des forces navales prépositionnées en temps de paix ou expédiées en temps de crise ou de guerre.

Le creusement de l'isthme destiné à relier le lac à la mer, réclamé dès 1886 par le ministre de la Marine, l'amiral Aube, ne débute qu'à partir de 1890 pour s'achever en 1895. Le chenal ainsi dégagé, désigné sous le terme de « goulet », s'étire sur 8 kilomètres de long pour une largeur moyenne de 300 mètres. Il comprend un canal de 2 400 m de long, 100 m de large et 9 m de profondeur dont les deux rives sont reliées par un pont transbordeur.



Le goulet d'entrée de la base de Bizerte

Malgré ces aménagements, la Marine ne s'intéresse véritablement à la base de Bizerte qu'après l'affaire de Fachoda, en novembre 1898. C'est donc à partir de cette date que deux grands bassins de radoub de 280 mètres de long sont creusés ainsi que deux plus petits de 195 mètres, que des quais sont aménagés tandis que l'arsenal de Sidi-Abdallah commence à s'élever dans la partie sud-ouest, au bord du lac, ce qui le met hors de portée des canons de marine (20 km), tandis que la ville de Ferryville et la cité militaire voient le jour. Surnommée le « Toulon africain », Bizerte constitue avant 1914 la première base maritime de l'Empire et le cœur de la stratégie maritime française en Méditerranée.

UN COMPLEXE OPÉRATIONNEL AÉRONAVAL

Le développement de l'aviation contraint à de nouveaux travaux d'aménagement avec la création, dans le courant du mois d'avril 1916, d'un Centre d'aviation maritime (CAM) à la baie Ponty, à l'ouest du lac, où s'installent les premiers hydravions chargés de surveiller le détroit de Sicile et de protéger le site des risques de bombardement aérien qui remettent en question le concept même de base navale et sa pérennité en cas de conflit.

Ces appareils – 18 hydravions et 6 avions de chasse en 1928 – viennent renforcer les 47 pièces de batteries d'artillerie côtières implantées avant-guerre, complétées au milieu des années 1920 par six batteries de DCA et cinq sections de projecteurs.

Tandis que le CAM a été transféré sur la baie de Karouba, dans le goulet, dès août 1918, l'aéronautique militaire terrestre s'implante à son tour en 1921 à Sidi-Ahmed, sur un terrain appartenant à la Marine sur lequel Roland Garros s'était posé le 23 septembre 1913, lors de sa traversée de la Méditerranée depuis Saint-Raphaël. Les aviateurs disposent de hangars pour avions, mais aussi pour dirigeables, une première piste étant construite en 1937 tandis qu'une seconde voit le jour quatre ans plus tard. Pour autant, du fait de la proximité des bases aériennes italiennes, Bizerte

ne constitue déjà plus une priorité pour la Marine française qui concentre ses efforts dans la construction de la base de Mers El-Kébir, en Algérie.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la base de Bizerte constitue pourtant un enjeu non négligeable, principalement en raison de sa position géographique, l'Afrika Korps occupant la ville et ses installations militaires à partir de novembre 1942 avant sa libération en mars 1943 par les troupes alliées qui y voient une excellente plateforme de concentration afin de préparer le débarquement en Sicile. Les bâtiments de l'arsenal ont alors subi de nombreux dégâts lors des bombardements précédant la reconquête du site, mais sont très vite remis en état par les Américains qui réorganisent la base en séparant

strictement les fonctions de réparation, autour de l'arsenal, de celles du stationnement et de ravitaillement des navires, sur les deux rives du goulet. Cet effort de rationalisation se complète par l'enfouissement des installations vitales de la base et la mise en place de dépôts de mazout.

UNE MODERNISATION EN TROMPE-L'ŒIL

La fin de la Seconde Guerre mondiale conduit la Marine française à s'interroger sur le devenir de ses bases outre-mer, insuffisamment équipées et tardivement modernisées, qui coûtent très cher, grèvent les budgets attribués aux capacités opérationnelles de la flotte et qu'il faut protéger contre une aviation de bombardement dont l'allonge et la puissance de frappe peuvent se révéler fatales pour d'aussi lourds complexes. À cette menace s'ajoute désormais le péril nucléaire qui contraint à la mise en place de structures enterrées de plus en plus performantes. C'est ainsi que l'intérêt stratégique de la base navale de Bizerte perd une grande partie de sa valeur, la désuétude de ses installations et la grande vulnérabilité de son chenal constituant ses deux principales faiblesses.

Pourtant, au début des années 1950, avec l'élaboration du concept d'Eurafricaine ainsi que de celui de défense de « l'Avant », Bizerte, située à l'extrémité orientale du bassin méditerranéen, redevient une base principale de la Marine, pivot du triangle stratégique « Toulon-Bizerte-Mers el-Kébir » destiné à verrouiller la Méditerranée par le contrôle de l'axe Suez-Gibraltar. En outre, la présence de moyens radars, navals et aériens fait de Bizerte un point d'appui précieux pour la surveillance maritime et la lutte contre le trafic d'armes pendant la guerre d'Algérie.

C'est dans ce contexte que la dimension interalliée de la base stratégique est mise en avant par la Marine française et se concrétise par la promesse de financement par une partie des crédits octroyés à la France par l'OTAN pour sa modernisation, et ce en dépit du fait que la Tunisie n'est théoriquement pas couverte par le traité de l'Atlantique nord. Le projet alors élaboré prévoit notamment de gigantesques structures souterraines de stockage de matériels avec une protection anti-atomique qu'autorise une réelle dispersion des bâtiments, permettant de faire de Bizerte un rôle de résistance essentiel du monde libre et un tremplin en vue d'éventuelles opérations offensives grâce à sa dimension aéronavale. En outre, la combinaison de l'aérodrome de Sidi-Ahmed, à proximité immédiate du lac, et de quais en eaux profondes rend la base particulièrement apte à l'accueil de porte-avions.

Cependant, cette apparente relance ne doit pas faire illusion : le manque de crédits disponibles, notamment à partir de l'automne 1953 et le financement du plan Navarre en Indochine, puis l'évolution politique de la Tunisie qui accède à l'indépendance le 20 mars 1956, marquent l'effondrement progressif des ambitions initiales. Dès lors, la question de Bizerte va progressivement cristalliser l'ensemble des contentieux qui rythment l'agenda des relations franco-tunisiennes et les aléas de la conjoncture internationale.

DES RELATIONS COMPLIQUÉES ENTRE LA FRANCE ET LA TUNISIE

La Tunisie est le plus petit et le moins peuplé des États du Maghreb quand elle devient indépendante. Pour une superficie de 163 610 km², moins de quatre millions d'habitants, des ressources limitées (blé, olivier et phosphates ; l'essor touristique ne s'est pas encore produit). En ces temps de Guerre froide, Bourguiba a choisi de rallier le camp occidental, en agitant la menace extrémiste que représente son adversaire, Salah ben Youssef, pour obtenir l'appui de son ancien protecteur. Fin 1961, en dépit de la crise de Bizerte, les échanges commerciaux avec la France représentent toujours les deux tiers des échanges extérieurs du pays et son aide financière reste indispensable à l'équilibre du budget.

La Tunisie n'est cependant pas en mesure de résister aux pressions du monde arabe, celles du Caire où son opposant Youssef a trouvé refuge et celles subies sur son propre territoire, exercées par l'ALN qui a occupé les camps militaires libérés par les troupes françaises et se conduit dès lors en terrain conquis. Depuis 1957, c'est de Tunisie que viennent les menaces les plus graves pesant sur l'Algérie, c'est par son territoire que transitent les armes venues de Libye ou de Yougoslavie, que s'effectue la formation de combattants destinés à renforcer les katibas du FLN, que sont tirés les tirs de harcèlement sur les postes de la frontière. Les remontrances et les protestations de la France pèsent, certes, surtout quand elles s'accompagnent d'une suspension des rallonges budgétaires comme en 1957, mais nettement moins que l'affirmation d'une solidarité arabe, à l'extérieur, et le nationalisme populaire qu'attise l'opposition à l'intérieur repris à son compte par le parti du Néo-Destour, soutien de Bourguiba. En 1961, ce mécontentement, aggravé par de mauvaises récoltes et une situation économique difficile, replace la base de Bizerte au premier plan des tensions entre les deux États.

Le statut de la base n'a pas été réglé en 1956, pas plus qu'en juin 1958, quand l'évacuation des forces françaises de Tunisie a été acceptée par de Gaulle. Il ne s'agit pas d'une concession ni d'une location. La base est installée sur un terrain de souveraineté tunisienne et les deux États s'accordent sur le fait que cette occupation est temporaire, mais aucune date de départ n'a été envisagée.

En 1960, lorsque le Maroc fait connaître le départ des bases américaines de son territoire, l'existence de Bizerte est ressentie comme une atteinte à l'orgueil national. L'indépendance pleine et entière exige son évacuation, et Bourguiba aura tendance à agiter cette revendication de façon de plus en plus provocante quand les négociations entre le gouvernement français et le GPRA [gouvernement provisoire de la République algérienne] se précisent. Deux points en débat intéressent particulièrement la Tunisie, le statut du Sahara (sera-telle privée d'un accès à ses richesses au seul profit d'un futur État algérien ?) et l'avenir de la base de Mers el-Kébir (la France abandonnera-t-elle Bizerte pour se replier sur la base algérienne ?).

En juin 1961, la base entreprend d'allonger de 100 mètres la piste de la base aérienne de Sidi-Ahmed pour permettre l'atterrissage d'avions plus puissants et ce chantier (dont le gouvernement tunisien a été informé) est perçu comme un signe que la France se refuse à quitter Bizerte. Le Néo-Destour fulmine et décide de recourir, comme il l'avait fait après le bombardement de Sakiet, à une mobilisation spectaculaire pour exiger la disparition de la présence française. À partir du 8 juillet, par centaines, ses volontaires creusent un réseau de tranchées autour de la base aérienne afin de paralyser les installations. Sous la pression de son parti, Bourguiba a engagé un processus dont le déroulement logique conduit à l'envahissement des espaces militaires par des civils tunisiens.

LES FRAGILITÉS DE LA BASE

La base ne forme pas un espace continu et ses installations ont été réparties en plusieurs pôles, autant d'îlots « guère plus fortifiés que des jardins de banlieue ». Ils forment quatre ensembles :

- 1) L'arsenal de Sidi-Abdallah, à Ferryville, devenu Menzel-Bourguiba, soit la zone A ;
 - 2) l'ensemble constitué par les bases navales et aériennes et l'amirauté : Karouba et Sidi-Ahmed (zone B) ;
 - 3) au nord, sur les hauteurs du Djebel Demna, le camp du Nador, avec ses installations de télécommunications, et plus loin encore les radars du cap Blanc (zone C) ;
 - 4) enfin, de l'autre côté du goulet, près de Menzel-Djemil, des postes de DCA (zone D).
- Sont affectés à la base 7 700 hommes des trois armées, mais la plupart ne sont pas des combattants.

L'amiral Amman reconnaît « que le commandant supérieur de la base ne dispose sur terre que d'environ 2 000 hommes de troupe valables ». À Sidi-Abdallah, première cible des attaques tunisiennes à l'aube du 20 juillet, le contre-amiral Picard-Destelan ne dispose que « d'effectifs dispersés sur plus de 3 km², très légers et, pour la plupart, de valeur militaire modeste ». Un plan de défense a cependant été prévu, en vigueur depuis le 13 avril, qui se décline en « Charrue courte » (parachutage ou aérotransport d'un ou deux régiments parachutistes) et en « Charrue longue » (transport par voie aérienne et maritime deux à trois jours plus tard de quatre bataillons d'infanterie et deux escadrons blindés). La défense de la base dépend, dans un premier temps, de la liberté d'accès à la piste de Sidi-Ahmed, ensuite de l'accès au goulet par voie maritime. En face, une armée tunisienne bien armée et équipée, qui ne manque pas de munitions, mais peu nombreuse, en cours de formation et qui n'est pas aguerrie. Douze bataillons d'infanterie, dont trois font partie de l'ONUC destinés au Congo, un groupe d'artillerie, un bataillon de transmission, un groupe de transport du train, un escadron blindé de 450 hommes (5 chars M 24, 5 obusiers M8, 14 AM et 22 half-tracks). À ces forces s'ajoutent beaucoup de matériel et de véhicules neufs, mais dont l'entretien n'est pas suivi, et des éléments de service « peu efficaces et manquant de moyens ». Pas encore de marine ni d'aviation. Un haut-commandement que l'amiral Amman, commandant la base, ne juge pas « à la hauteur de sa tâche », des officiers d'état-major de meilleur niveau, mais qui n'ont pas voix au chapitre, un sous-encadrement généralisé et la troupe, formée en majorité de fellahs appelés, de qualité médiocre.

Au 18 juillet, la base est encerclée non seulement par l'armée régulière et 200 gardes nationaux destinés à former des commandos de choc, mais aussi par les 6 000 volontaires des jeunesses du Néo-Destour. Les tranchées creusées depuis le début du mois de juillet donnent au commandement tunisien la capacité de réaliser le blocus de la base, de submerger l'une des enceintes et de détruire une partie des installations.

Les collines dominant le terrain d'aviation et l'accès au goulet étant tenues par les forces tunisiennes, le terrain de Sidi-Hamed est sous le feu, sans autre défense que des barbelés, des sacs de terre, quelques champs de mines éclairantes. En outre, les familles qui ne vivent pas à l'abri des bâtiments militaires risquent d'être prises en otages. À partir du 13 juillet, il devient évident qu'un affrontement peut se déclencher à tout moment. Le 15, l'amiral Amman estime qu'il existe un risque de guerre. Lorsqu'il fait appel à des renforts, le 17 juillet, et que la Tunisie donne l'ordre d'abattre tout avion survolant son territoire, l'affrontement devient inévitable.

LES UNITÉS AÉROPORTÉES EN JUILLET 1961

Le 2^{ème} et le 3^{ème} RPIMa ont participé à la campagne du « plan Challe » depuis janvier 1959, et parcouru d'ouest en est toutes les zones dont il fallait déloger des katibas. L'objectif qui consistait à faire exploser les bandes en très petites unités a été atteint, il a coûté de nombreuses pertes et de tels efforts que les unités d'intervention se demandent, au départ du commandant en chef, le général Challe, tombé en disgrâce, à quoi cela a servi. Les bilans sont de moins en moins spectaculaires, les pertes toujours sensibles, et beaucoup commencent à craindre que la fin du conflit ne fasse la part belle à l'adversaire alors que la victoire militaire paraissait acquise.

Au 22 avril 1961, le 2^{ème} RPIMa accueille avec sympathie, comme plusieurs régiments d'intervention, l'annonce de ce que son JMO mentionne comme « le changement de commandement militaire en Algérie », la prise du pouvoir à Alger par le général Challe. Seul le 3^{ème} RPIMa, commandé par le colonel Guy Le Borgne, se tient totalement à l'écart. Une section du 2 part pour Alger et se met à disposition du corps d'armée tandis que les compagnies s'installent à Constantine pour assurer le maintien de l'ordre. Quand le « putsch des généraux » prend fin, quatre jours plus tard, le régiment est revenu à sa base de Koléa. Sa participation modeste à la révolte lui vaut de partager les sanctions qui s'abattent sur les fautifs. Le 30 avril, les deux divisions parachutistes sont dissoutes ainsi que trois régiments aéroportés et deux groupements de commandos.

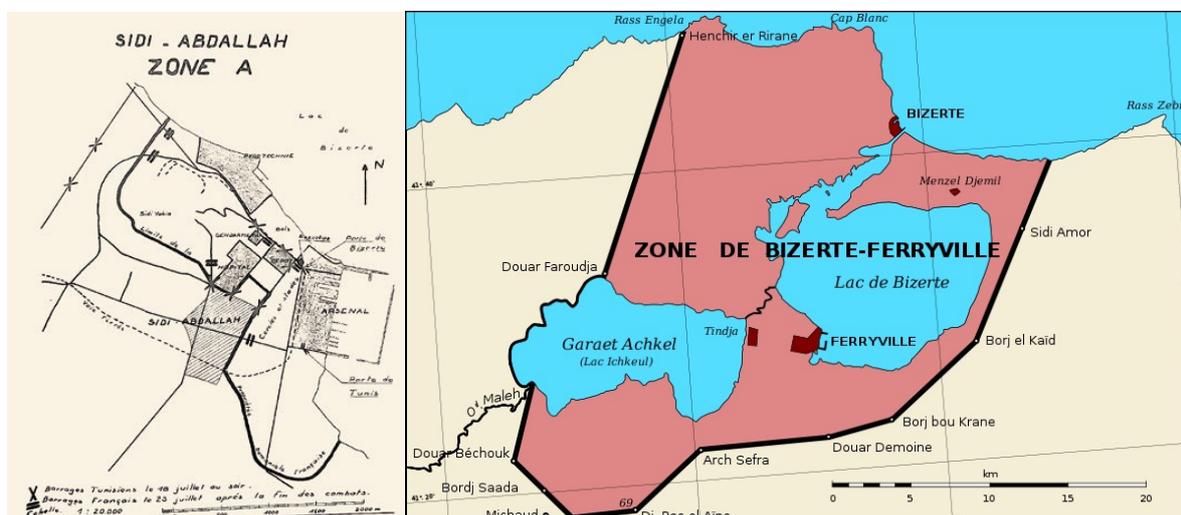
Les TAP sont restructurées, ce qui en subsiste est réparti entre une 11^e DLI [division légère d'intervention], et trois brigades de réserves générales, qui ont laissé peu de traces et sont fort mal connues. Le 2^{ème} RPIMa est rattaché à l'une d'elles et envoyé sur la frontière marocaine, cantonné dans les locaux sordides du camp Bossuet, tandis que le 3^{ème} RPIMa, toujours basé à Sidi-Ferruch, intègre près de 400 parachutistes nouveaux : le commando Guillaume en son entier et les appelés du 9^{ème} RCP qui ont refusé de suivre leur commandement en avril.

Une trêve unilatérale qui devait durer trois semaines et démontrer, dans le cadre de négociations avec le FLN, les bonnes intentions du gouvernement français est commencée le 20 mai ; elle se prolonge jusqu'au 11 août. Le 12 juillet, de Gaulle annonce que les victoires remportées sur le terrain lui permettent d'alléger le dispositif militaire en Algérie, alors que les unités de la 11^{ème} DLI ont déjà rallié des garnisons de l'est de la France. Une partie des meilleures troupes a quitté l'Algérie et celles qui restent passent près de trois mois sans combattre ; en quelques semaines, les forces du FLN que l'on croyait exsangues reprennent pied dans les djebels et dans les villes. La guerre ne pourra plus être gagnée en Algérie, mais les deux régiments parmi les plus brillants vont démontrer une dernière fois leur virtuosité.



TROIS JOURS DE COMBAT, DIX SEMAINES D'OCCUPATION

Le 14 juillet, après avoir défilé dans Alger, le 3^{ème} RPIMa est mis en alerte à 24 heures. Une section du génie parachutiste et quatre compagnies du 2^{ème} RPIMa s'apprêtent à quitter Blida tandis qu'un deuxième échelon, au camp Bossuet, est mis en alerte à 12 heures. Le 3^{ème} REI et deux escadrons du 8^{ème} Hussards, à Bône et Médéa, devront, plus tard, rallier Bizerte par voie maritime. Le 17 juillet, à 7h, la section du génie, larguée sur Sidi-Ahmed, s'applique à renforcer les défenses de la base. Dans la nuit du 18 au 19, des barrages ont été dressés, interdisant toute communication des différentes enceintes entre elles. L'armée tunisienne a pris ses positions de combat dans les tranchées et mis en batterie ses pièces d'artillerie. La base est cernée. Le 19 juillet, à 18h10, les deux premières compagnies du 2^{ème} RPIMa sont larguées sur Sidi-Ahmed. À 18h35, les Noratlas transportant les autres compagnies du 2 se posent sur les pistes et repartent aussitôt, à l'exception d'un appareil, touché par les tirs tunisiens. À 18h40, la base commence à répondre à l'attaque ; *Corsair* et *Mistral* font taire les feux dirigés contre Sidi-Ahmed. À 19h, les derniers éléments du régiment se posent sur la piste. C'est la fin de « Charrue courte », il est 20h.



Dans la nuit, les Tunisiens bloquent l'accès du goulet par des câbles tendus sur l'eau, des armes automatiques et des canons installés sur les berges. À 4h, l'armée tunisienne attaque l'arsenal et bombarde le terrain de Sidi-Ahmed. Les premières opérations de dégagement portent donc sur deux points, l'arsenal de Sidi-Abdallah, menacé d'un déferlement des foules civiles, et l'aérodrome de Sidi-Ahmed dont les appareils risquent d'être détruits au sol.

Au matin du 20 juillet, l'amiral doit décider, dans l'urgence, de faire appel à « Charrue longue », et résoudre le problème du débarquement des renforts, le goulet étant obstrué. Pour les compagnies du 2^{ème} RPIMa et les défenseurs de la base, la journée se passera en combats allant jusqu'au corps-à-corps. Au soir, les objectifs sont atteints, la presque totalité des installations de la base est dégagée. Les combats pour le contrôle de l'arsenal (la zone A) sont finis, en grande part grâce à la précision des tirs des *Corsair*. Partant de Sidi-Ahmed, la 2^{ème} compagnie a rejoint le marabout de Sidi-Zid, la 3^{ème} compagnie contrôle le djebel Chellouat, la 4^{ème} s'est emparée de la crête du djebel Bou-Halloufa, la 1^{re} a livré de durs combats à la cimenterie de Sebra, la CA est parvenue à dégager la Porte de Bizerte et a établi la jonction avec le 8^{ème} RIA, à la pyrotechnie. Le lendemain, alors que le renfort du 3^{ème} RPIMa est sur place, les deux régiments sont chargés de s'assurer du contrôle du goulet et de la ville elle-même. Au

soir du 21 juillet, après avoir découvert la difficulté du combat en ville, les forces françaises occupent la plus grande partie de Bizerte qui compte alors 40 000 habitants, dont 6 000 Européens. Les dernières poches de résistance sont réduites le 22, l'armée tunisienne se replie sur la médina. Le commandant de l'artillerie tunisienne, Mohamed Ben Hamida El Bejaoui, est tué. Le 3^{ème} REI et le 8^{ème} RH, qui ont pu débarquer, relèvent certaines compagnies et élargissent le périmètre contrôlé.

Dans la nuit du 23 juillet, l'ordre est donné de cesser le feu. Aucune menace ne pèse plus sur les différents pôles formant la base et l'occupation d'une zone plus vaste garantit la libre circulation entre eux ainsi que la protection et le départ des ressortissants français vivant à Bizerte. En-dehors de ces gages, l'occupation s'effectue dans le respect de la souveraineté tunisienne : les drapeaux français hissés par des parachutistes enthousiastes sont enlevés.

Le 7 août, les corps des vingt-quatre militaires et des trois ouvriers de l'arsenal tués lors des combats sont amenés à Toulon. Le départ des Français civils et des touristes s'échelonne. Trois parachutistes en goguette dans la médina, faits prisonniers le 30 juillet, sont rendus la semaine suivante. Les relations entre la France et la Tunisie ne sont pas apaisées pour autant. Bourguiba bloque le pétrole d'Edjeleh acheminé par un pipeline qui traverse le territoire tunisien pour aboutir au port de La Skhira, dans le golfe de Gabès. Auparavant, un détachement envoyé au Sahara pour tenter de modifier le tracé de la frontière en faveur de la Tunisie a été repoussé alors qu'il tentait de s'emparer du poste de Fort-Saint. Un soldat français est tué, le détachement tunisien quitte la zone.

Mais la Tunisie a saisi le conseil de sécurité et l'assemblée générale des Nations unies. Le secrétaire général se rend à Bizerte le 24 juillet ; arrêté par des parachutistes, le coffre de son véhicule est fouillé, et les relations déjà difficiles de Dag Hammarskjöld avec le gouvernement français vont se porter plus mal encore de cette entorse aux usages diplomatiques. Dans la soirée du 18 août, de nouvelles manifestations de civils organisées par le Néo-Destour cherchent l'incident ; si les troupes françaises avaient cédé à la provocation, la réaction de l'Assemblée réunie en session extraordinaire aurait été plus massive et la France condamnée. Le 27 août, l'Assemblée vote, par 66 voix pour contre 0 et 30 abstentions, une résolution qui « reconnaît le droit souverain de la Tunisie à demander le retrait de toutes les forces armées françaises qui se trouvent sur son territoire sans son consentement et appelle les gouvernements français et tunisiens à ouvrir immédiatement des négociations... ». La France n'en tient pas compte, elle évacuera ses troupes quand elle le jugera bon. Les légionnaires du 3^{ème} REI se retirent le 14 août suivi, à partir du 2 octobre, par les compagnies du 3^{ème} RPIMa, puis par les hussards des deux escadrons du 8^{ème} RH. Le 2, arrivé le premier, partira le dernier, le 10 octobre.

L'épisode de Bizerte, qui n'a pas suscité beaucoup d'intérêt parmi les chercheurs, s'est produit en un moment où les négociations qui vont régler le sort de l'Algérie mobilisent l'attention et où les tensions internationales sont particulièrement fortes. Dans la nuit du 13 août s'est élevé le mur de Berlin et le président Kennedy a d'autres soucis en tête, tandis que le général de Gaulle prend prétexte de « la période dangereuse que court le monde actuellement » pour remettre à plus tard le calendrier d'une évacuation de la base.

Bourguiba semble avoir perdu la partie de bras de fer qu'il a tentée en juillet. Il cherche depuis plusieurs années à apparaître comme un personnage clé de l'indépendance algérienne. En février 1959, il avait même proposé au gouvernement français d'échanger Bizerte contre l'indépendance algérienne, sans effet. Pendant les trois mois que va durer la présence de forces françaises en renfort de la base, le seul soutien que la Tunisie reçoit du monde arabe est représenté par des infirmières saoudiennes. Toutefois, le 12 août, l'homme capable de lever contre lui une opinion

populaire exaltée disparaît : l'assassinat de Youssef à Francfort le libère des pressions qu'il subissait sur sa gauche depuis l'indépendance.

L'intérêt de Bizerte pour la France s'estompe avec l'indépendance de l'Algérie. Celle-ci consommée, les négociations entre la France et la Tunisie reprennent le 20 juillet 1962 (date anniversaire de « Charrue ») et l'évacuation est achevée le 15 octobre 1963. Elle se traduit par la perte d'installations coûteuses (mais dont la rénovation n'avait pas été menée bien loin), tandis que l'espérance de jouer les mentors et les arbitres au Maghreb disparaît pour Bourguiba qui abandonne du même coup ses revendications sur la frontière saharienne qui lui auraient permis d'accéder aux champs pétrolifères d'Edjeleh. Toutefois, une cérémonie grandiose célèbre à Bizerte, le 13 décembre 1963, l'achèvement de l'indépendance tunisienne.

Marie-Danielle DEMÉLAS,
professeur honoraire à l'Université de Paris 3 ;
Paul VILLATOUX,
docteur en histoire.



BIZERTE : UN JEUNE CHEF DE SECTION SE SOUVIENT

*Ce fut d'abord l'expérience des alertes..
Des faux départs et puis du « On y va » qui libère.
Ce furent aussi les questions des paras : « Contre qui ? Pour quoi faire ? Avec qui ?
Et puis : où sont les cartes ?
Ce fut aussi celui qui rengage, « pour en être ».*

*Ce fut ensuite Blida, et l'armada des Nord, qui attendent sur la piste.
Ce fut le vol tactique, le parachute qui serre, le sac qui pèse lourd et le calme des paras,
Ce fut l'ordre « on se pose » et « déséquipez-vous ! » puis le poser d'Assaut !*

*Ce fut le regroupement, puis l'attente et le 2 qui accroche.
Ce fut le long briefing de l'amiral Aman, devant la carte murale, illisible des terriens.
Et puis ce fut enfin la sortie de la base, par des portes qu'on referme.
Ce fut l'avance rapide par les Hauts de la ville et les premières familles libérées de l'étreinte de
l'armée tunisienne,
Ce fut l'appui fourni par l'aéronavale pour desserrer l'étau de l'ennemi qui accroche.
Et puis ce fut la ville...*

*C'est la caserne Japy, qu'il faut prendre de vive force,
Ce sont les tirs adverses, la section qui progresse, les armes récupérées.
Ce sont les prisonniers et parmi Eux, « Sarail », petit Co de promo, et les premiers blessés.*

*Et c'est enfin la nuit, les postes de combat et les infiltrations des unités ennemies.
Ce sont les balles traçantes de nos armes collectives, les cris des Tunisiens et les gémissements.
Ce sont les lueurs du jour.*

*Puis ce sont les canons de 106 qui rejoignent pour appuyer la 5, que des tireurs d'élite
empêchent de progresser.
C'est le tir du canon de 106 sans recul, et les tireurs d'élite qui lèvent enfin les bras.
C'est surtout le silence ...*

*Car c'est l'ONU qui vient, et c'est la longue attente, face à la Medina.
Ce sont les points d'appui, avec leurs plans de feux pour protéger la ville, les patrouilles, les
alertes,
Mais c'est aussi les charmes du lieu-dit « Petit mousse » ...*

*Ce fut l'incertitude, la vie qui s'organise et le Néo-Destour qui relève la tête,
« Il ne faut pas tirer » sur la foule déchaînée, qui veut reprendre la ville.
Puis c'est encore l'assaut du Centre culturel, où a pu s'infiltrer un adversaire armé.*

*C'est ce beau défilé de tout le Régiment qui affiche sa force,
La perspective enfin du retour sur Alger, la mission d'assurer la mise à bord de tous, et des
jeeps armées, les 800 hommes en cale, une mer déchaînée ...*

*Et c'est Alger la blanche, la B.A sous les pins, la fierté d'avoir su s'adapter sans délai à un
combat de rue, avant de retrouver embuscades et bouclages, accrochages de rencontre, mais
aussi l'être aimée.*

Sous-lieutenant D. Roudeillac

BIZERTE JUILLET 1961

Témoignage d'un chef de section



Il est 16H30, le Nord Atlas lourdement chargé a pris de l'altitude et vole maintenant à 2 000 m en longeant la côte de l'Algérie vers l'est. Les 30 parachutistes qui l'occupent sont assis face à face. La sueur perle sur leurs visages car l'avion, comme les dix autres qui l'accompagnent étaient stationnés depuis deux jours sur le tarmac de l'aéroport d'Oran-La Sénia et les carlingues n'ont pas encore eu le temps de refroidir. Le couloir central de l'avion est encombré par les parachutes dont ils vont s'équiper tout à l'heure, par les armes et par les paquetages. Les visages sont tendus car, pour la plupart, ce sera leur premier saut opérationnel. Le bruit empêche la moindre conversation. Nous sommes le 21 juillet 1961, et nous allons sauter sur la base aéronavale de Bizerte, située à l'extrême nord de la Tunisie. Pourquoi cette intervention ? Le Président Tunisien Habib Bourguiba, veut récupérer cette base, située sur son territoire, mais concédée à la France pour encore plusieurs années. La base stratégique est maintenant encerclée, les portes en ont été condamnées et les 3500 militaires et civils qui y travaillent ne peuvent plus en sortir. Le général de Gaulle ne l'entend pas ainsi et a décidé de réagir. Le problème est crucial car les familles des militaires français qui travaillent sur la base logent en ville.

Les parachutistes qui font partie de la 1^{ère} compagnie du 2^{ème} RPIMa reçoivent l'ordre de s'équiper. Ils sont prêts. Les ordres fusent : debout, accrochez. Les avions ont perdu de l'altitude et ont réduit les moteurs ce qui permet d'entendre les mousquetons qui claquent sur les câbles. Ils s'alignent sur deux rangs, les largueurs enlèvent les portes et l'air frais s'engouffre dans l'avion au grand soulagement de tous. Je suis le premier à la porte et mes yeux sont rivés sur la lumière rouge en attendant le klaxon libérateur. J'aperçois en bas les pistes de la base qui défilent à 150 mètres sous moi et soudain la lumière s'éteint, le largueur nous fait signe que le saut est annulé. Quelle déception ! Ce saut va se transformer en posé d'assaut. Nous nous déséquiperons. Après un large virage, les avions touchent le sol, bloquent leurs freins et nous giclons par les deux portes, en courant sous les projectiles pour aller nous mettre à l'abri derrière un hangar. Seules trois compagnies du régiment qui faisaient partie de la première vague et qui avaient décollé de Blida ont sauté deux heures plus

tôt et ont commencé à dégager la base. Notre compagnie va être désignée pour protéger le P.C. de l'amiral Aman.

Le lendemain, 22 juillet, notre compagnie reçoit pour mission de dégager la cimenterie dont les silos dominant la base. Les Tunisiens sont en train d'y installer des armes lourdes. Nous sommes appuyés par deux chars qui écrasent la clôture pour nous permettre de pénétrer sur un glacis. Des *B26* de l'aviation viennent de larguer des bombes de 500 livres sur l'installation et nous débouchons dans un décor d'apocalypse, car une bombe est tombée dans un silo, envoyant en l'air une colonne de ciment qui s'élève à une grande hauteur, semblable à un champignon atomique. Nous nous portons en courant, cachés providentiellement par le nuage de poussière, jusqu'au-delà des bâtiments pour couper toute fuite aux occupants. Les premiers éléments de la section du Lt Goré et de ma section sont en train de franchir la voie ferrée pour se placer en bouclage quand ils se font allumer à bout portant par des tireurs d'élite dissimulés dans des roseaux. Le caporal-chef Pernalon et le parachutiste Wilhem tombent frappés d'une balle en pleine tête. Nous nous replions derrière le remblai et des *Corsair* de l'aéronavale, appelés en appui feu, piquent devant nous et nettoient la position ennemie tellement proche que nous recevons les étuis de leurs mitrailleuses sur le dos. Nous avons deux autres blessés que nous évacuons aussitôt. Nous nous installons en points d'appuis pour la nuit qui est troublée par les rafales d'une MG 42, au tir caractéristique. Une mission luciole ne nous permet pas de la localiser. Après avoir été relevés le lendemain, nous progressons le long du goulet pour libérer la ville et sécuriser au fur et à mesure le terrain repris.

La bataille pour la reprise de Bizerte est maintenant engagée. Nous débusquons des éléments isolés dans les entrepôts et le long de la ligne de chemin de fer. Je me fais la réflexion : À Cherchell, nous avons appris beaucoup de choses : le combat classique, la guerre subversive, le combat en zone d'insécurité, etc.... mais nous n'avons pas été formés au combat de rue. C'est pourtant ce qui nous attend mais, quand ça siffle de partout, on apprend très, très vite si on veut survivre. Les hommes sont motivés, la progression doit toujours se faire en binôme. Pendant qu'un élément progresse, l'autre doit le couvrir, prêt à tirer sur un ennemi qui surgit d'une porte ou qui se trouve sur une terrasse, car avec les constructions d'Afrique du Nord, le danger vient aussi des toits. En abordant les faubourgs, nous nous faisons allumer par une mitrailleuse. Le lieutenant Théron qui a fait venir par radio un char Shaffee, monte derrière la tourelle et guide les servants en leur désignant l'objectif, c'est une mitrailleuse de 12,7 au tir sourd et saccadé, qui est bientôt réduite au silence. Nous progressons à l'abri du véhicule blindé quand j'entends appeler au secours en passant devant une maison. Je m'y précipite et je vois dans l'entrée une femme qui a été touchée aux jambes par des éclats. J'appelle mon infirmier de section qui arrive avec sa trousse. Il demande à la blessée de relever sa robe pendant qu'il prépare une piqûre. Au contraire, elle tire sur sa robe et s'y refuse. Je hausse la voix et lui dit « *Madame, je suis officier de l'armée française et cet homme est un infirmier compétent, vous allez vous laisser soigner* ». Elle se laisse faire, pas très rassurée, il lui applique un pansement compressif sur une blessure importante à la cuisse par où elle perd abondamment son sang et lui fait une injection. Pendant ce temps mon radio a appelé une ambulance qui arrive et l'évacue. Elle sera sauvée. Nous l'avons appris après, c'était l'épouse d'un officier marinier qui se trouvait sur la base. Il se présentera par la suite pour remercier cet infirmier qui sera même invité chez lui.

Nous pénétrons en ville par la rue de Russie en progressant vers l'est et en essayant de ne pas laisser d'ennemi derrière nous. Je suis en écoute permanente avec le capitaine Tartera, mais la carte au 1/50.000^{ème} est inutile en ville pour donner avec précision sa position, je frappe à une fenêtre et un civil me fournit un plan de la ville au 1/4.000^{ème} ce qui est beaucoup plus pratique. Je suis en écoute permanente et

apprends par radio que le sous-lieutenant Abert, un camarade de promotion qui commande la section voisine, en progressant le long du goulet a arraisonné deux navires de la marine tunisienne. La progression continue, toujours ponctuée par des tirs plus ou moins proches qui résonnent dans la ville. À un moment donné, nous pénétrons avec précaution dans un bâtiment qui s'avère être une annexe de la garde nationale duquel des appels se font entendre. Nous délivrons six prisonniers dont trois européens pris en otages. Le drapeau tunisien descend bientôt du bâtiment. Nous avons déjà récupéré tellement d'armes que nous devons demander un camion pour les évacuer et ne pas retarder notre progression. Nous nous heurtons bientôt à une résistance opiniâtre dans un immeuble rue de Paris, qui s'avère être une école, mais là, c'est du gros et comme la nuit tombe, le capitaine Tartera regroupe les quatre sections de la compagnie au Club Nautique au bout du quai Amiral Guépratte. Les postes de guet sont vite mis en place, nous prenons une douche et après un repas rapide nous nous allongeons à même le sol des terrasses. J'ai l'impression que je suis trop fatigué pour pouvoir dormir. La nuit est magnifique sous les étoiles qui scintillent.

La nuit a été courte mais nous sommes en forme. Il est 6H et nous rejoignons l'objectif de la veille c'est-à-dire l'école fortifiée transformée en bunker. Nous nous approchons prudemment et nous constatons que les défenseurs se sont renforcés. Une mitrailleuse AA52, postée pour tirer par les ouvertures, nous nous ruons avec un groupe de 6 hommes sur le rez-de-chaussée que nous dégageons à la grenade. Nous allons passer plus d'une heure à repousser les défenseurs étage par étage, dans un véritable corps à corps, en faisant des prisonniers et des blessés mais ils tiennent bon. J'en prends un devant moi pour me protéger et lui fais demander à ses camarades de se rendre. Nous sommes accueillis par une grenade et n'avons que le temps de plonger dans une pièce pour y échapper. Je suis légèrement sonné et surtout énervé de perdre du temps avec cet objectif. Un de mes hommes, Pouliquen, est blessé au visage, je le fais évacuer, de même que les blessés tunisiens. Après avoir fait évacuer mes hommes, je prends la décision de faire appel à un blindé qui se poste à bout portant devant le bâtiment, quand soudain un cocktail Molotov roule sous ses chenilles, le char fait un bond en arrière pour l'éviter, ajuste son tir et balance un obus de 75 dans la façade. Quand la fumée se dissipe, par un trou béant de deux mètres carré sort le canon d'une MG prête à nous arroser. Le sergent Cao, mon adjoint, trouve la solution en s'éloignant avec un voltigeur qui a repéré un immeuble éloigné de 50 mètres et qui domine légèrement la position. Le problème va être réglé avec une grenade à fusil, qui par un tir bien ajusté au deuxième étage va mettre hors de combat les derniers résistants.

La ville est dégagée petit à petit. Les tirs se font plus sporadiques. Notre mission est accomplie et le lendemain à 7H un armistice est mis en place. Nous resterons encore deux mois en Tunisie pour préserver les résultats acquis en maintenant un large périmètre de sécurité, le temps que de nouveaux accords soient signés. Nous rembarquerons le 10 octobre pour rejoindre l'Algérie.

Le bilan est de 28 morts côté Français et environ 700 côté Tunisien . On est en droit avec le recul de se poser la question : À quoi tout cela a-t-il servi ? Pour évacuer la base trois ans plus tard et la rendre à l'Etat tunisien.....

Aspirant Michel Beaupré

Chef de la 2^{ème} section de la 1^{ère} compagnie du 2^{ème} RPIMa.



INSCRIPTION POUR LE DÉJEUNER DE LA SAINT MICHEL

VENDREDI 29 OCTOBRE 2021

À retourner pour réception au plus tard le

Vendredi 22 Octobre

accompagné de votre règlement

(55 € par personne) à l'ordre de MCA Paras

À Club des chefs Paras au feu

c/o EPEE

9, rue Beaujon 75008. Paris

Nom et prénom :.....

Accompagné de.....

participera au déjeuner du 29 octobre 2021

dans les salons de

la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur

Entrée 64, rue de Lille 75007. Paris

